

Comprendre la défaite d'un coup d'État et... des médias internationaux.

13 mars 2014



Thierry DERONNE

Un des objectifs de l'extrême droite était de faire "le nécessaire" pour substituer le processus d'une démocratie participative par l'image mondiale d'un État répressif. Mais alors qu'on a rempli partout les yeux de la "*répression-au-Venezuela*", les 90 % des vénézuéliens se sentent étrangers à cette réalité virtuelle. Pourquoi ? Parce qu'ils vivent en paix sur la quasi-totalité du territoire. A l'Ouest et au centre de Caracas, habités par la majorité populaire, pas de violences, pas de journalistes, pas de pixels pour la voix off : "Venezuela", "révolte", "répression".

On a montré des marches de l'opposition, parties des quartiers riches. Mais sous le vernis obligé de slogans "sociaux" ou "populaires" il n'y a que le triple désir de ceux qui n'acceptent pas la défaite électorale : économie privatisée, apartheid social, obéissance aux États-Unis. Dans le même temps, les médias ont caché les mobilisations des travailleurs pétroliers, des étudiants boliviens, des mouvements de femmes, des fédérations paysannes, des personnes âgées, des organisations communales, des communicateurs populaires, des médecins intégraux communautaires pour défendre la poursuite du programme choisi par la majorité. Occultées, les mesures prises lors des rencontres entre ces collectifs sociaux et le gouvernement pour refinancer le système des hôpitaux publics, les projets portés par les organisations communales, les allocations sociales ou la production agricole. Rien sur les centaines de millions de bolivars destinés à concrétiser [les objectifs approuvés par les électeurs](#) et le fait que [80 % des étudiants et des travailleurs du secteur universitaire suivent les cours et travaillent normalement](#). Sur 67 universités publiques, seuls 5 conseils universitaires se sont prononcés en faveur de la suspension des cours.



Nicolas Maduro, le 10 mars, lors de la remise de diplômes à 2500 nouveaux médecins intégraux communautaires. Actuellement on compte 20 mille 538 étudiant(e)s de cette carrière dans six universités nationales. Le président a annoncé la récupération de 24 hôpitaux publics et un budget de 1492 millions de bolivars pour la construction et la réparation de centres de santé de la mission "Barrio Adentro".



Le 9 mars à Caracas, Maduro rencontre des mouvements communaux venus de tout le pays et annonce l'octroi de 2400 millions de bolivars pour qu'ils puissent réaliser leurs projets socio-productifs ou de construction de logements.



12 mars, à Caracas. Marche d'étudiants de milieu populaire pour défendre les institutions démocratiques face aux violences de l'extrême droite.



Une des impasses auxquelles a mené l'uniformisation médiatique à partir des années 80 est que l'Amérique Latine n'apparaît plus que dans la fragmentation humanitaire, éphémère (victimes indigènes, drames humains, écologiques, etc..) ou lorsqu'un pic de désinformation épouse un programme de déstabilisation (comme celui qui vient d'échouer). Hors de ces instants et de ces "morts sur commande", les 99 % du temps et les 99 % de l'espace d'un continent restent hors de portée de l'occidental.

Si les médias renouaient le lien avec les intérêts des citoyens, redeviennent attentifs à ce que "*le peuple discute avec le peuple*" (Sartre, fondant "Libération"), ils informeraient sur ce qui fait qu'ici, le mot "politique" retrouve son sens alors qu'il indiffère la majorité des occidentaux. La construction d'un État participatif au Venezuela n'attire pas micros et caméras. Elle apporte pourtant les clefs : enjeux et contradictions d'une révolution pacifique face à des obstacles tels que la déflagration urbaine post-pétrolière (qui porte plus à l'isolement du consommateur qu'à la production et à la solidarité) ou [l'hégémonie des médias privés](#) (qui dénigrent la sphère publique).

Il y a quelques jours, au cours d'une réunion de l'Organisation des États Américains (OEA), jusqu'ici soumise aux États-Unis, 29 pays ont voté une déclaration de solidarité avec les efforts de paix du gouvernement Maduro – seuls les États-Unis, le Canada et Panama ont voté contre. Avec les positions de l'UNASUR, de l'ALBA, de la

CELAC et du MERCOSUR le Venezuela compte sur une unité qui fait son chemin : dimanche, le Salvador a élu président Salvador Sanchez Ceren, plus à gauche que son prédécesseur, et désireux d'adhérer à l'ALBA ; la nouvelle présidente du Chili, Michelle Bachelet, a annoncé le 7 mars *“son soutien sans restrictions au gouvernement bolivarien du Venezuela”* et son refus *“d'appuyer des initiatives contraires au verdict des urnes ou des actions violentes visant à déstabiliser un gouvernement démocratiquement élu”*. L'UNASUR se réunira sous peu pour – explique le président équatorien Correa – *“prendre position sur base de la vérité, et la vérité est que c'est le gouvernement légitime du Venezuela qui est persécuté, que Nicolas Maduro est humaniste, qu'il ne serait jamais capable de réprimer son peuple, et qu'on tente de le déstabiliser”*.

T.D., Caracas, 12 mars 2014

»» <http://venezuelainfos.wordpress.com/2014/03/12/comprendre-la-defaite-d...>